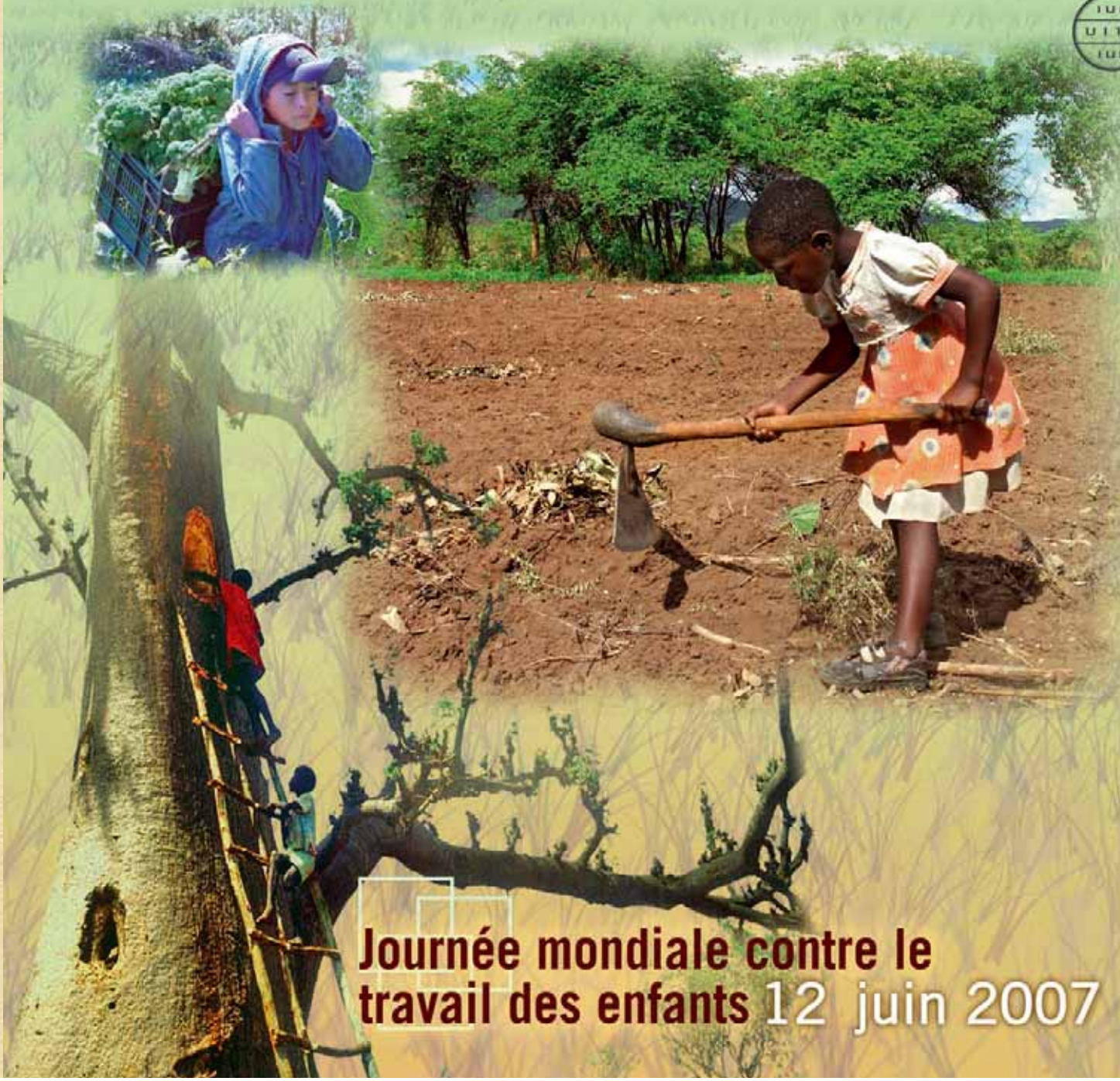
La récolte du futur :

une agriculture sans travail des enfants



Journée mondiale contre le travail des enfants 12 juin 2007

Photos : FAO, ILO, Panos UK

Organisation internationale du Travail

IFAD

IFPRI Supported by the CGIAR

FIPA IFAP

IUF UITA IUL

Journée mondiale contre le travail des enfants 12 juin 2007

Introduction

La Journée mondiale contre le travail des enfants, organisée le 12 juin 2007, a pour thème l'élimination de celui-ci, notamment sous ses pires formes. L'agriculture est de loin, et partout dans le monde, le secteur dans lequel se trouve le plus grand pourcentage d'enfants au travail: environ 70 pour cent. Plus de 132 millions de garçons et filles âgés de 5 à 14 ans travaillent dans la culture et l'élevage de bétail, participent à la production d'aliments et de boissons que nous consommons et à celle des fibres et matières premières que nous utilisons pour fabriquer d'autres produits [1].

Selon les conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT), est considéré comme travail des enfants tout travail qui nuit au bien-être des enfants et entrave leur éducation, leur développement et leurs moyens d'existence futurs. Lorsque les enfants sont forcés de travailler pendant de longues heures dans les champs, leur capacité à fréquenter l'école ou à suivre une formation professionnelle est réduite, ce qui les empêche d'obtenir une éducation qui les aiderait plus tard à sortir de la pauvreté. Les filles sont particulièrement défavorisées, puisqu'elles s'occupent souvent des tâches ménagères après avoir travaillé aux champs.

Il faut préciser que toutes tâches effectuées par les enfants dans l'agriculture ne sont pas forcément nocives pour eux ou considérées à être abolies, tel que défini dans la convention (n° 138) sur l'âge minimum ou la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants de l'OIT. Les tâches adaptées à l'âge de l'enfant et qui n'interfèrent pas sur sa scolarité et ses loisirs, peuvent être considérées comme faisant partie de son environnement normal en milieu rural. En effet, la participation aux différents types de tâches peut être un élément positif pour les enfants, en leur offrant des compétences pratiques et sociales pour leur futur travail d'adultes. On trouve souvent chez les jeunes qui réalisent certaines tâches agricoles une forte confiance en soi, de l'auto-estime et des compétences professionnelles accrues plus tard.

Des efforts importants et soutenus sont actuellement en cours, afin d'éliminer le travail des enfants dans l'agriculture, notamment ce qui est appelé des formes dangereuses de travail des enfants. L'Organisation internationale du Travail (OIT) et plusieurs autres organisations internationales d'agriculture, notamment l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), représentant des agriculteurs/employeurs et leurs organisations, et l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA), représentant des travailleurs et leurs organisations, collaborent activement à l'élimination des formes dangereuses de travail des enfants.

La Journée mondiale contre le travail des enfants, organisée le 12 juin 2007, représente une étape importante dans le cadre de ces efforts mondiaux.

Les agences et organisations internationales d'agriculture peuvent jouer un rôle important dans l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture, notamment dans les formes dangereuses. Ces organisations représentent une importante porte d'entrée au niveau national en raison de leurs contacts étroits avec les ministères ou départements nationaux d'agriculture, les services de développement agricole, les organisations et coopératives d'agriculteurs, les organisations de producteurs agricoles, les organismes de recherche agricole ou autres organisations similaires.

[1] Ces chiffres ne tiennent pas compte des enfants qui travaillent dans la pêche et l'industrie forestière.

Journée mondiale contre le travail des enfants 12 juin 200

Messages clés

élaborés par L'OIT, la FAO, le FIDA, l'IFPRI/CGIAR, le FIPA et l'UITA.

1. Appliquer les lois sur le travail des enfants:

Les actions dans ce domaine devraient comprendre, entre autres:

- Une application effective de l'âge minimum légal d'admission à l'emploi dans l'agriculture
- L'interdiction de l'accès au travail dangereux dans l'agriculture aux filles et garçons âgés de moins de 18 ans et une prévention efficace contre l'utilisation des enfants dans ces activités.
- La protection des enfants qui ont atteint l'âge minimum légal d'admission à l'emploi en améliorant les normes de santé et de sécurité dans le secteur agricole.

2. Agir pour garantir que les enfants n'effectuent pas de travail dangereux dans l'agriculture

Avec les mines et le bâtiment, l'agriculture est un des trois secteurs professionnels les plus dangereux en termes de morts et d'accidents liés au travail, ainsi que de maladies professionnelles. Ceci est particulièrement vrai pour les enfants dont le manque d'expérience ou de formation professionnelle et leur développement corporel rendent particulièrement vulnérables. Certaines activités agricoles (par exemple le mélange et la pulvérisation de pesticides ou l'utilisation de certains types de machines) sont tellement dangereuses, qu'elles devraient être totalement interdites aux enfants.

Dans beaucoup de pays en développement, les fermiers et les ouvriers agricoles sont parmi les groupes les plus pauvres de la société et manquent souvent de connaissances sur les dangers et risques de la ferme, ce qui a des implications pour les enfants travailleurs.

3. Promouvoir des stratégies et des programmes destinés à améliorer les conditions de vie en milieu rural et mettre les préoccupations relatives au travail des enfants au centre des politiques agricoles

La pauvreté est le principal moteur du travail des enfants. Les parents pauvres des pays en développement sont confrontés à une option difficile: choisir entre les besoins présents de leur famille en nourriture, logement et habillement et un investissement dans l'avenir de leurs enfants qui prendrait des années à être amorti.

Comme le travail des enfants dans l'agriculture est fondé sur les systèmes de subsistance des zones rurales et la vulnérabilité économique des familles, les stratégies et programmes de développement destinés à améliorer leurs moyens de subsistance en créant des activités alternatives de génération de revenus et en répondant aux besoins de santé et sécurité dans l'agriculture, ont un rôle fondamental à jouer dans l'aide à la réduction du travail des enfants et du niveau des dangers et risques y afférents.

Toute solution durable au problème du travail des enfants dans l'agriculture requiert que les gouvernements nationaux, les organisations internationales, les donateurs et les organisations de la société civile donnent la priorité au développement agricole et rural, de manière à ce que les fermiers puissent obtenir des prix équitables pour leurs produits. Les gouvernements nationaux, les organisations internationales, les donateurs et les organisations de la société civile devraient attacher une attention particulière dans leurs politique agricole afin d'éliminer les formes dangereuses de travail des enfants. La question du travail des enfants devrait être intégrée dans les pratiques et conditions liées aux prêts accordés par les banques de développement.

Eliminer le travail des enfants signifie également traiter des questions qui affectent les travailleurs agricoles, puisque le travail des enfants est lié à la pauvreté des adultes. La cohérence politique en matière de travail des enfants doit se centrer sur le concept de la promotion du travail décent. Les stratégies nationales de réduction de la pauvreté doivent promouvoir les efforts d'élimination du travail des enfants.

Une des clés pour la réduction du travail des enfants dans l'agriculture est la création d'institutions rurales

Messages clés

fortes, comprenant les organisations et les syndicats de fermiers, afin de négocier collectivement l'amélioration des revenus, des salaires et des conditions de travail des adultes. Il ne peut y avoir de changement sans des institutions fortes.

4. Combler le fossé entre la ville et la campagne et entre les garçons et les filles dans l'éducation

Le travail des enfants fait partie des stratégies de survie dans bien des zones rurales. Dans la plupart des cas, les parents auraient préféré envoyer leurs enfants à l'école; cependant, les deux tiers des pauvres dans le monde vivent dans des zones rurales et beaucoup de ces parents sont trop pauvres pour payer les frais de scolarité. Même si la scolarité est gratuite, les frais tels que les livres et les autres fournitures scolaires, habits, chaussures et transports peuvent représenter une lourde charge économique. Dans beaucoup de cultures, les filles sont encore plus défavorisées, car si les moyens financiers sont limités, la préférence va à l'éducation des garçons plutôt qu'à celle des filles.

Les parents valorisent l'éducation. Ils la considèrent comme un moyen d'avancement social. Ils souhaitent que leurs enfants apprennent à lire et à écrire. Il y a une énorme augmentation de la demande d'éducation lorsque les frais de scolarité sont supprimés. Il est donc important que les gouvernements déploient des efforts pour offrir une éducation gratuite ou à un moindre coût pour que les parents puissent assumer et encourager la scolarisation des enfants.

La pénurie fréquente d'écoles dans les zones rurales démotive également les parents à retirer leurs enfants du travail pour les mettre à l'école. Avant d'entreprendre des démarches pour retirer les enfants du travail, il est nécessaire de s'assurer qu'ils aient un endroit où aller. Si la diminution du travail des enfants appauvrit encore davantage les familles ou ne va pas de pair avec un enseignement de qualité, cela peut même aggraver la situation des enfants.

Pour aider les parents pauvres, certains pays ont décidé de verser des primes aux familles qui envoient leurs enfants à l'école. Des programmes qui effectuent des transferts en espèces ou offrent de la nourriture directement aux familles qui envoient leurs enfants à l'école et qui remplissent d'autres conditions peuvent aider à réduire de façon significative le travail des enfants et augmenter la fréquentation scolaire.

L'éducation est un pré-requis essentiel de réduction de la pauvreté, améliorer l'agriculture et les conditions de vie des agriculteurs et bâtir un monde alimentaire sure. Cependant, les enfants en milieu rural ont généralement des difficultés à accéder à une éducation de qualité en raison d'une pénurie d'enseignants, d'enseignants mal formés ou de programmes inadaptés, voire encore parce que leurs familles ne peuvent payer les frais de scolarité. Il faut des mesures urgentes pour combler le fossé existant entre les villes et les campagnes en matière d'éducation, pour améliorer la qualité de l'enseignement rural de base et pour permettre d'y accéder.

5. Promouvoir les opportunités d'emploi des jeunes dans l'agriculture et les zones rurales

La participation des jeunes aux activités agricoles familiales les aide à acquérir des compétences précieuses, à se construire de l'auto-estime et à contribuer à la génération de revenus pour la famille, ce qui a un impact sur leurs conditions de vie. Cependant, les enfants devraient être protégés afin de les empêcher de participer à des activités dangereuses pour leur santé, leur sécurité, leur développement et leur bien-être.

Les jeunes qui ont atteint l'âge minimum légal d'admission à l'emploi devraient être encouragés à s'engager dans le travail agricole de façon à promouvoir l'emploi des jeunes. Cependant, il est important de s'assurer qu'ils reçoivent une formation adéquate et travaillent dans des conditions sûres et décentes.

Journée mondiale contre le travail des enfants 12 juin 2007

Les organisations partenaires

L'**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)** dirige les efforts internationaux destinés à luter contre la faim en aidant les nations membres à élever leur niveau alimentaire, à augmenter la productivité agricole, à améliorer la vie des populations rurales et à contribuer à la croissance de l'économie mondiale. Dès sa création en 1945, la FAO a fourni des informations, connaissances, politique d'assistance et un lieu de rencontre pour que les nations aident les pays en développement et ceux en transition à améliorer leurs pratiques agricoles, forestières et de pêche et à assurer une sécurité alimentaire pour tous.

La FAO reconnaît que les causes du travail des enfants dans l'agriculture ont leurs racines dans la pauvreté et que la création de sources de revenus alternatives pour les familles en milieu rural est essentielle si l'on veut réduire le travail des enfants. La plupart des actions menées par la FAO ont un effet indirect sur le travail des enfants. Elles réduisent le besoin de faire travailler les enfants dans l'agriculture grâce à une diversification des sources de revenus, au développement des entreprises agro-industrielles, à un meilleur accès aux terres et à d'autres moyens de subsistance, notamment pour les sans-terres, aux programmes de création d'emplois, à l'amélioration de la productivité de la main-d'œuvre et des salaires des adultes et à une participation accrue des petits propriétaires et travailleurs, non seulement au niveau de l'économie de marché, mais aussi à la formulation des politiques.

La FAO aide les gouvernements membres à identifier les divers besoins et contraintes auxquels les garçons et les filles doivent faire face et les aide à éliminer les pires formes de travail des enfants dans l'agriculture, grâce à de l'assistance politique et technique, la mise à disposition des informations, des recherches et des bonnes pratiques en matière d'emploi rural et de travail décent. Elle aide à réduire le travail des enfants et à améliorer la santé, la sécurité et le bien-être des populations dans les chaînes de valeur spécifiques, par la promotion de bonnes pratiques agricoles.

Le **Fonds international de développement agricole (FIDA)**, institution financière internationale du système des Nations Unies consacrée à l'éradication de la pauvreté et de la faim dans les zones rurales des pays en développement. Par des prêts et des subventions à taux réduits, la FIDA développe et finance des programmes adaptés aux systèmes nationaux en réponse à leurs besoins, priorités et contraintes identifiés par les travailleurs ruraux eux-mêmes.

Le travail des enfants entre dans le cadre du mandat du FIDA, car celui-ci est autant la cause que la conséquence de la pauvreté et a un rapport direct et indirect avec le programme d'activités du FIDA de diverses manières:

- Réduction de la pauvreté: le travail du FIDA visant à améliorer l'accès à des ressources peut aider à briser le cycle de la pauvreté en milieu rural.
- Promotion de l'accès au marché et de la génération de revenus pour les agriculteurs: Avec davantage de revenus, les familles d'agriculteurs ont moins besoin de compléter le revenu familial en envoyant leurs enfants travailler.
- Education: Avec davantage de revenus, les familles pauvres peuvent plus facilement payer les frais de scolarité et envoyer leurs enfants à l'école.
- Amélioration de la production agricole: En soutenant la production à valeur ajoutée par l'amélioration de la technologie et les innovations, les enfants sont moins exposés au travail dangereux et peu spécialisé.
- Dialogue politique aux niveaux mondial, régional et national: Le travail des enfants diminue si le développement rural fait l'objet d'une attention et de ressources accrues.
- Partenariats avec des organisations rurales: En travaillant en collaboration étroite avec les organisations d'agriculteurs, les populations indigènes et tribales et d'autres groupes dans les zones rurales, réduit le risque du travail des enfants dans les familles les plus vulnérables.

Le **Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)** est une alliance stratégique de pays, d'organisations internationales et régionales et de fondations privées qui soutiennent 15 centres agricoles internationaux travaillant avec des organismes nationaux de recherche agricole et des organisations de la société civile, y compris le secteur privé. L'alliance pousse les sciences agricoles à se mobiliser pour la réduction de la pauvreté, renforcer le bien-être humain, promouvoir la croissance agricole et protéger l'environnement.

Comme la majeure partie du travail des centres du CGIAR se réfère aux secteurs agricole et rural dans les pays en développement, le travail des enfants représente une question pertinente pour la mission de l'alliance. L'**Institut international de recherche sur la politique alimentaire (IFPRI)** et les autres centres du CGIAR mènent des activités de recherche afin de mieux comprendre le problème et rechercher des solutions durables:

- en étudiant et explorant l'étendue des causes du travail des enfants dans les zones rurales;
- en examinant les implications du travail des enfants dans la fréquentation scolaire des zones rurales et dans la transmission de la pauvreté entre les générations;
- en cherchant les options politiques qui permettent de réduire l'incidence et l'étendue du travail des enfants dans les zones rurales
- en cherchant des technologies agricoles susceptibles de réduire les besoins en main-d'œuvre des familles au moment des récoltes annuelles, de manière à réduire la pression sur le travail des enfants.

Journée mondiale contre le travail des enfants 12 juin 2007

Les organisations partenaires

L'objectif de l'**Organisation internationale du Travail** est de contribuer à l'abolition progressive du travail des enfants en renforçant la capacité des pays de s'attaquer à ce problème et en créant, dans le monde entier, un mouvement pour le combattre. L'OIT traite en priorité l'élimination des pires formes de travail des enfants, tel que défini dans la convention n° 182 de l'OIT, dont le travail dangereux, l'exploitation sexuelle commerciale, la traite des enfants et toute autres formes assimilées à de l'esclavage.

L'OIT cherche à placer de façon stratégique l'élimination du travail des enfants au niveau macroéconomique dans les stratégies de développement socio-économique et de réduction de la pauvreté de ses pays membres, afin d'y intégrer les questions et les problèmes liés au travail des enfants. Ce faisant, l'OIT insiste, par l'intermédiaire de son **Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC)**, sur le besoin d'étudier et suivre l'étendue et la nature du problème, sur le renforcement des capacités institutionnelles et sur l'assistance apportée à l'élaboration et l'application de politiques nationales.

Il ressort clairement de l'expérience de l'IPEC, que les parents et les familles qui ont un choix viable préfèrent garder leurs enfants loin des lieux de travail. Ainsi, les stratégies de l'OIT insistent chaque fois davantage sur la réduction de la pauvreté et sur l'élargissement et l'amélioration des mécanismes institutionnels d'éducation et d'application de la loi, parmi d'autres domaines d'intervention clés. Comme tel, le travail de l'IPEC a sa place dans divers programmes de développement auxquels elle apporte son soutien; parmi eux, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et l'initiative Education pour tous (EPT).

La Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA) est une organisation mondiale d'agriculteurs qui représente actuellement plus de 600 millions de familles et compte comme membres 114 organisations nationales d'agriculteurs venant de 80 pays partout dans le monde. La mission de la FIPA consiste à développer les capacités des agriculteurs à influencer les décisions qui les affectent, tant au niveau national qu'au niveau international.

Pour la FIPA, les causes du travail des enfants sont à chercher dans les systèmes de subsistance des zones rurales. Le travail des enfants pourrait presque être décrit comme une conséquence de l'indifférence envers l'agriculture, jointe à des problèmes tels que, par exemple, la faim, le manque d'éducation, etc.

Pour la FIPA, il faut avant tout aider les familles d'agriculteurs à sortir du piège de la pauvreté, grâce à l'amélioration de leurs revenus et de leur accès aux marchés et à la construction d'infrastructures rurales. Ceci stimulerait alors le rôle des fermes familiales dans la lutte contre le travail des enfants et la promotion de types d'activités agricoles acceptables.

S'ils ne sont pas organisés, les pauvres n'auront aucun poids politique et resteront économiquement défavorisés. Ainsi, pour la FIPA le succès de la lutte contre la faim et la pauvreté passe par des partenaires bien organisés avec lesquels travailler. Les organisations d'agriculteurs peuvent jouer un rôle essentiel dans le développement rural en tant que partenaires du gouvernement.

L'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA) est une fédération syndicale internationale regroupant 363 organisations affiliées, qui représentent à leur tour 12 millions de travailleurs dans 128 pays. Ses membres travaillent dans l'agriculture, la préparation et la manufacture d'aliments et boissons, les hôtels, les restaurants et les services traiteur, ainsi que dans toutes les phases du traitement du tabac.

Le travail de l'UITA dans l'agriculture vise des cultures spécifiques, principalement la banane, le cacao, le café, les fleurs coupées, le sucre et le thé, avec une préoccupation intersectorielle pour la santé et sécurité au travail, l'emploi rural et les questions d'égalité. L'UITA travaille aussi sur les droits syndicaux, l'élimination du travail des enfants, le VIH/SIDA et les migrations.

Pour l'UITA, le droit à l'alimentation – un droit fondamental de l'homme quotidiennement violé par la persistance d'une famine massive – est inséparable des droits de ceux qui produisent l'alimentation du monde. Les travailleurs agricoles, qui sont la main-d'œuvre la plus nombreuse du monde, vivent souvent dans la pauvreté et sont fréquemment exclus des systèmes de sécurité sociale dont bénéficient les autres catégories de travailleurs. L'UITA estime que la pauvreté des adultes est la cause majeure du travail des enfants et qu'œuvrer à l'amélioration des conditions de vie et de travail des adultes actifs dans l'agriculture sont des éléments essentiels pour éliminer le travail des enfants. En tant que syndicat international représentant des travailleurs tout au long de la chaîne alimentaire, l'UITA a réussi à influencer les principales sociétés multinationales des secteurs de l'alimentation et du tabac pour que celles-ci améliorent les normes tout au long de la chaîne alimentaire, y compris l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture.

Organisation internationale du Travail (OIT)
Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC)

4, Route de Morillons
CH-1211 Genève 22, Suisse

E-mail : ipec@ilo.org
http://www.ilo.org/childlabour

Tél. : +41 (0) 22 799 81 81

Credits photos: FAO, ILO, Panos UK.